

Logement : une discussion sans les syndicats

Le Premier ministre a réuni autour de lui, à Senningen, représentants des communes et du secteur privé. Les syndicats sont restés devant des portes closes.

Journée studieuse au château de Senningen, hier. Le gouvernement avait invité le Syndicat des villes et communes luxembourgeoises (Syvicol) et les représentants du secteur privé (notamment de la construction, de l'artisanat et du secteur bancaire) pour évoquer la situation du logement dans le pays. Les syndicats, eux, n'étaient pas conviés à ce rendez-vous pourtant très important où le gouvernement a présenté les grandes lignes de ses futures actions et, surtout, réfléchi avec ses interlocuteurs à leurs possibles mises en œuvre.

Des mesures pour le logement à court terme, mais aussi plus struc-

turelles, avaient été présentées par Luc Frieden à la toute fin du mois de janvier. Cette présentation avait permis notamment de découvrir de nouvelles mesures fiscales incitatives pour ceux qui voulaient accéder à la propriété : aides variées, crédits d'impôt, primes, augmentation du taux d'exemption des revenus issus de la gestion locative sociale, élargissement de l'éventail d'acquéreurs pour des habitations à prix modérés, acquisition par l'État de logements et investissements dans la construction, prêts immobiliers garantis par l'État... Les initiatives étaient nombreuses.

Il y a deux semaines et demie, le Premier ministre avait aussi an-

noncé l'organisation de cette réunion nationale pour le logement qui a eu lieu hier. «L'objectif sera d'accueillir plus d'acteurs autour de la table afin de concrétiser les mesures sur le terrain», avait-il annoncé.

Des groupes de travail sans syndicats

Il avait aussi prévenu que le rendez-vous n'allait pas être construit sous la forme d'une tripartite. De quoi rendre amers les syndicats (CGFP, LCGB et OGBL) qui ont signé hier un communiqué commun pour regretter ce «huis clos», cet entre-soi quelque peu déran-

geant. Ils demandent l'organisation d'une «tripartite logement» le plus rapidement possible.

Les trois grands syndicats ont souligné qu'à cette rencontre de Senningen étaient présents l'association des banques (ABBL) et l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL). Ces dernières organisations ont pu rencontrer sept ministres lors de l'entrevue avec la «moitié du gouvernement», écrivent-ils avec ironie. Et les représentants des salariés dans tout ça? «Absents», lancent la CGFP, le LCGB et l'OGBL. Alors qu'eux aussi sont au cœur de la tempête provoquée par la crise du logement : entre ceux qui ont perdu leur emploi à cause des faillites, ceux qui cherchent désespérément à trouver un appartement ou une maison à acheter, ceux qui voient leurs dossiers rejetés par les banques malgré parfois des salaires confortables, ceux qui ont aussi du mal à louer un logement décent...

L'objectif de la grande réunion d'hier était d'analyser comment les mesures de logement prévues dans l'accord de coalition pourraient être mises en œuvre. «Construire, construire et encore construire», tel est toujours le credo du gouvernement qui souhaite relancer la machine particulièrement grippée de ce secteur, entre des taux d'intérêt très élevés et des prix toujours astronomiques pour beaucoup. L'idée était de rassembler tous les acteurs (pouvoirs publics et opérateurs privés) pour créer un catalogue de mesures et

un calendrier concret. Le gouvernement peut-il y arriver sans les trois grands syndicats comptant 155 000 adhérents? La CGFP, le LCGB et l'OGBL pensent, bien sûr, que non. Le gouvernement a-t-il décidé de le court-circuiter? Car des groupes de travail ont été mis en place par les participants hier, avant une présentation des mesures au Parlement. Les syndicats se sentent aujourd'hui mis hors-jeu. Où est le dialogue social pourtant promis par la coalition CSV-DP, se demandent-ils. Pourquoi les syndicats ne sont pas acceptés alors que le président de l'UEL, Michel Reckinger, a présidé la délégation «secteur logement» face aux membres du gouvernement? Une proximité qui agace de plus en plus les syndicats. Ces derniers veulent une tripartite pour que le Premier ministre et son équipe puissent discuter avec des personnes n'ayant pas forcément les mêmes idées qu'eux. Un point important pour avancer et réussir à surmonter cette crise. Ensemble.

Hier, l'UEL s'est, de son côté, réjouie de la rencontre. «Les acteurs privés du secteur du logement ont proposé des solutions au gouvernement pour augmenter l'offre de logements, y compris abordables, et pour accélérer et moderniser les procédures», a indiqué l'association patronale. Elle a annoncé que les groupes de travail dévoileront leurs idées dans un délai de trois mois. Des idées imaginées sans les syndicats.

L. D.



Photo : sip/claude piscitelli
Les représentants du secteur privé ont pu échanger avec les membres du gouvernement hier sur la problématique du logement.

Xavier Bettel au siège de l'ONU

Le ministre des Affaires étrangères rencontrera le Secrétaire général des Nations unies. Les guerres en Ukraine et au Proche-Orient seront aussi abordées.

Le ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Xavier Bettel, effectue actuellement une visite de travail au siège de l'Organisation des Nations unies (ONU). À New York, le ministre participera à des réunions ministérielles au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale des Nations unies marquant le triste deuxième anniversaire de la guerre d'agression lancée par la Russie contre l'Ukraine. Les débats porteront sur le maintien de la paix et de la sécurité en

l'Ukraine, et sur la situation dans les territoires ukrainiens temporairement occupés.

Au programme de cette visite de travail figureront également une entrevue bilatérale avec le Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, une réunion sur les enfants ukrainiens en temps de guerre, ainsi qu'une discussion sur la situation au Moyen-Orient. Le ministre Xavier Bettel s'entretiendra aussi avec Catherine Colonna, qui préside le groupe d'examen indépendant de l'UNRWA. L'UNRWA a été créée en 1949 pour s'occu-

per des réfugiés palestiniens à la suite de la première guerre israélo-arabe. Elle est la principale organisation d'aide humanitaire dans la bande de Gaza, en proie à une grave crise humanitaire en raison de la guerre entre Israël et le mouvement palestinien Hamas depuis plus de quatre mois. Plusieurs pays, notamment les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et le Japon, ont suspendu leur financement de l'UNRWA, après des accusations israéliennes selon lesquelles l'agence de l'ONU compte 12 personnes, parmi ses 13 000 employés dans la bande de Gaza, impliquées dans l'attaque du Hamas du 7 octobre. Alors que la guerre contre le Hamas entraine dans son cinquième mois, l'armée israélienne a également affirmé que ses troupes avaient découvert un tunnel du Hamas sous le siège évacué de l'UNRWA dans la ville de Gaza.

L'ONU a licencié les 12 membres du personnel de l'UNRWA accusés par Israël d'avoir participé à l'attaque du 7 octobre et affirmé que la découverte du tunnel devrait faire l'objet d'une enquête une fois le conflit terminé.



Photo : afp
Xavier Bettel s'entretiendra aussi avec Catherine Colonna, à la tête du groupe d'examen indépendant de l'UNRWA.

Euphorie sur les Bourses mondiales



Photo : afp
Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne est confiant concernant la maîtrise de l'inflation.

Les Bourses mondiales ont été gagnées par un sentiment d'euphorie et atteignent des sommets vendredi, après des résultats record et meilleurs que prévu du géant américain des puces Nvidia. «Les bonnes prévisions de Nvidia publiées mercredi soir ont donné un nouvel élan aux marchés», soulignent les analystes de Deutsche Bank.

Son action grimpait de plus de 15 % en fin d'après-midi et faisait bondir l'indice technologique de Wall Street, le Nasdaq, de 2,43 %. Cet élan a aussi permis au S&P 500 et au Dow Jones d'atteindre de nouveaux records en séance. En fin de journée, ils prenaient respectivement 1,68 % et 0,68 %.

En Europe aussi, les indices phares des Bourses de Paris (+1,27 % à la clôture) et Francfort (+1,47 %) ont battu des records en séance et en clôture. Milan a gagné 1,06 % et se situe au plus haut depuis 2008. Londres a grappillé 0,29 %. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt de l'emprunt de l'État allemand à dix ans était stable à 2,44 %, après avoir légèrement baissé dans le sillage de la publication du compte-rendu de la dernière réunion de la Banque centrale européenne (BCE).

Ce document a révélé que les membres du Conseil des gouverneurs de la BCE étaient «de plus en plus convaincus» en janvier que l'inflation serait «ramenée en temps opportun vers l'objectif de 2 %».